

Sabine LECLERCQ
vice-président, juge des libertés et de la
détention

N°RG : N° RG 20/01318 -
N° Portalis DBYB-W-B7E-M4C2

Minute n° : 20/01021

Nous Sabine LECLERCQ, Vice-président au tribunal judiciaire de Montpellier, Juge des libertés et de la détention assistée de Julie SCHMITT, greffier,

Vu les articles L3211-1 et suivants et R 3211-1 et suivants du code de la santé publique,

Vu la décision de réadmission en soins psychiatriques contraints prise par le directeur de l'hôpital de Montpellier en date du 17 novembre 2020,

concernant : **Monsieur Remy MONTAINO**

né le 21 Avril 1993 à LIMBE

38 rue Michel G. Michel

34000 Montpellier

Président de l'association

Vu la saisine en date du 24 Novembre 2020 de **M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE** et les pièces jointes à la saisine,

Vu les avis d'audience adressés le 24 Novembre 2020 à :

- **Monsieur le Procureur de la République**
- **M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE**
- **Association UDAF, curateur**
- **Monsieur Remy MONTAINO**

Vu l'avis de monsieur le Procureur de la République en date du 24 Novembre 2020,

Après avoir entendu à l'audience du 27 Novembre 2020, dans les locaux spécialement aménagés de l'hôpital, **Monsieur Remy MONTAINO** assisté de Me Gersende BOUSQUET, avocat désigné d'office,

Vu les observations présentées oralement et par écrit par Me Gersende BOUSQUET qui a déposé des conclusions visées par le greffier,

L'avocat de l'intéressé a consulté la procédure et s'est entretenu librement avec **Monsieur Remy MONTAINO**.

L'intéressé a été informé qu'il peut lui-même consulter la procédure.

L'intéressé déclare : je me suis fait hospitaliser le 20 novembre à 9h30 du matin. Ils sont venus me chercher chez moi. J'ai eu une hospitalisation assez longue. J'ai été adopté, j'ai été abandonné par mes parents à l'âge de 2 ans. L'intégration en France a été difficile pour moi. Je viens d'Haïti. J'étais malade, la tuberculose. Ils pouvaient pas me soigner, ils m'ont placé dans un orphelinat. L'orphelinat m'a soigné et m'a fait adopter. Mon père adoptif est professeur de chimie et ma mère adoptif est médecin.

J'aimerais bien sortir car je suis dans un secteur fermé, avec des gens qui ont des pathologies assez lourdes qui me concernent pas du tout. J'ai trouvé du travail dans une boîte d'intérim pour m'occuper des personnes âgées à domicile. La dame a du m'appeler pour faire des missions mais je n'ai pas mon téléphone sur moi. Je demande mon départ de l'hôpital pour reprendre mon travail et reprendre des soins normalement.

Je suis revenu à l'hôpital il y a quelques jours car ça n'allait pas trop. Je vous ai dit à cause de l'intégration qui est difficile. C'est difficile quand on est étranger et noir. Ça ne va pas depuis que je suis en France. Mes parents biologiques me manquent. Je les recherche avec mes parents adoptifs. Je ne peux pas retourner là-bas à cause de la situation politique.

Il y a des périodes où ça va mieux et des périodes où ça va pas du tout. Là ça va pas du tout car je pense à mes parents biologiques.

Là ça va mieux car j'ai eu le temps de me reposer, de me recentrer. Je me sens d'attaque pour reprendre le travail d'aide à domicile. Ces quelques jours m'ont suffi à me faire réfléchir. Mes parents biologiques, je les retrouverai un jour. Je me sens apte à rentrer chez moi. Les gens sont trop malades dans ce pavillon, je n'ai pas du tout ma place.

Entendu le conseil de l'intéressé en ses observations :

L'avocate soutient ses conclusions.

Je vous demande la mainlevée de l'hospitalisation complète éventuellement en la retardant de 24h. Monsieur a déjà suivi un programme de soins. Il a été pas bien à cause de son traitement qu'il avait du mal à suivre. Il va mieux, il a trouvé un travail. Je ne vois pas les raisons qui empêcheraient une sortie.

La décision est mise en délibéré au 27 novembre 2020 dans l'après-midi.

MOTIFS DE LA DÉCISION

Sur les moyens de nullité :

Attendu que le conseil de ~~Monsieur [REDACTED]~~ fait valoir :

- que le certificat de réintégration n'est pas concomittant à la décision de réintégration du patient ;
- que les observations du patient n'ont pas été recueillies sur le projet de modification de la forme de la prise en charge contrairement aux prescriptions de l'article L. 3211-3 du code de la santé publique ;
- que la notification de la décision de réintégration le 23/11/2020 est tardive ;
- que pour les décisions de maintien en soins des mois de juin à novembre 2020, il n'est pas justifié en procédure du recueil préalable des observations du patient, ni de la notification des décisions, ni de la délivrance de l'information sur les droits ;

Attendu qu'il ne résulte d'aucun texte du code de la santé publique que le certificat proposant la modification de la forme de la prise en charge doit être concomittant à la réintégration effective ;

qu'au cas présent, la réintégration a été préconisée par le Dr SAUMON le 27/10/2020, après consultation du dossier de ~~Monsieur [REDACTED]~~, au vu de son opposition à la prise en charge et aux traitements et de la dégradation de son état de santé (troubles du comportement sous tendus par des idées délirantes de persécution et mystique) ; que l'avis médical relève, que compte tenu de la tension et du comportement imprévisible du patient, l'intervention des forces de l'ordre peut être nécessaire ;

que ce n'est que le 17/11/2020 que ~~Monsieur [REDACTED]~~ a pu être réintégré en hospitalisation complète, ainsi qu'il résulte du certificat de situation du Dr MAC GREGOR du 17/11/2020 et de la décision de réadmission du même jour ;

que l'impossibilité du recueil des observations résulte semble t-il de l'absence du patient au rendez-vous du 27/10/2020, bien que ce ne soit pas très clair puisque l'avis relève que "le patient se présente aux consultations médicales" ;

que la procédure est irrégulière de ce chef ;

Attendu par ailleurs qu'il est exact que les pièces communiquées avec la requête n'établissent pas, pour les décisions de maintien en soins des mois de juin 2020 à novembre 2020, que les observations du patient aient été recueillies, ni que les décisions mensuelles aient été notifiées, ni que l'information sur les droits ait été réitérée ;

que la procédure est irrégulière de ces chefs ;

Attendu enfin que la notification au patient, le 23/11/2020, de la décision de réintégration du 17/11/2020 apparaît tardive, même s'il ressort de l'avis médical motivé du Dr SAUMON du 23/11/2020 que le patient a été placé à l'isolement à son arrivée à l'hôpital ;

que la procédure est irrégulière de ce chef ;

Attendu qu'il est difficile de considérer, du fait de leur multiplicité, que ces irrégularités n'ont pas causé grief au patient, qui n'a pas été en mesure de faire valoir ses observations sur la poursuite de la mesure de soins ou la réintégration en hospitalisation complète, n'a pas été informé des décisions administratives qui le concernent ni n'a été mis en mesure de les contester ;

qu'il convient d'en tirer les conséquences et de rejeter la demande de maintien en hospitalisation complète ;

que la main-levée toutefois, au vu des éléments médicaux à la procédure, sera différée d'une durée maximale de 24 heures à compter de la notification de l'ordonnance, par application des dispositions de l'article L. 3211-12-1.III du code de la santé publique, pour permettre à l'établissement de prendre le cas échéant un programme de soins ;

EN CONSEQUENCE

Statuant publiquement et en premier ressort,

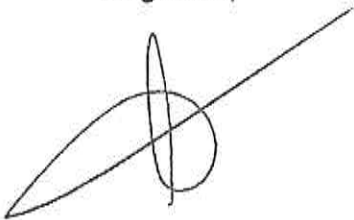
Rejetons la demande de maintien en hospitalisation complète formulée par M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE à l'égard de [REDACTED] et ORDONNONS la mainlevée de la mesure d'hospitalisation complète dans un délai maximal de 24 heures (art L3211-12 III du Code la santé publique) ;

Rappelons que le Procureur de la République dispose d'un délai de 6 heures à compter de la notification pour faire appel de la décision de la mainlevée.

Rappelons qu'appel peut être interjeté de cette décision dans un délai de dix jours de sa notification, par déclaration écrite motivée transmise par tout moyen au greffe de la cour d'appel.

Ainsi rendue le 27 Novembre 2020 par Sabine LECLERCQ, Vice-président, juge des libertés et de la détention assistée de Julie SCHMITT, greffier qui l'ont signée.

Le greffier,



Le juge des libertés et de la détention

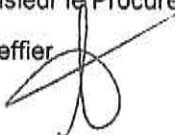


Mentions de notification envoyée le 27 Novembre 2020 :

- Monsieur le Directeur de l'établissement par courriel
- [REDACTED] par l'intermédiaire de l'hôpital
- Me Gersende BOUSQUET par courriel
- Association UDAF par courriel

- Monsieur le Procureur de la République par remise contre émargement le 27 Novembre 2020 à VbH 58

Le greffier



Stéphane DERES
VICE-PROCUREUR

Nous,

, procureur de la République, déclarons:

☒ ne pas nous opposer à la mise à exécution de la présente décision

☐ nous opposer à la mise à exécution de la présente décision et en interjeter appel

Signature:

